

Unité Interdépartementale 25-70-90
5 Voie Gisèle Halimi
BP 31269
25000 Besançon

Besançon, le 19/01/2026

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 15/01/2026

Contexte et constats

Publié sur **GÉORISQUES**

ENVIE 2E

43 rue Villedieu
BP 56
25700 Valentigney

Références : UID257090/SPR/EDB 2026 – 0116A
Code AIOT : 0005905394

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 15/01/2026 dans l'établissement ENVIE 2E implanté Route de Beaulieu (cadastre : section AP parcelle n° 178) 25700 Valentigney. L'inspection a été annoncée le 10/12/2025. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

Cette visite d'inspection s'inscrit dans le cadre du programme pluriannuel de l'inspection des installations classées pour l'année 2026 et dans le cadre du suivi de la visite d'inspection du 6 mars 2024 (qui avait mis en avant plusieurs non-conformités relatives à la prévention des risques accidentels).

Cette visite a été annoncée par courriel en date du 10 décembre 2025.

Le thème du contrôle est la prévention des risques accidentels. En effet, le risque incendie constitue l'enjeu principal de cette activité où les retours d'expérience en termes d'accidentologie sont nombreux et ont par ailleurs fondé le renforcement des prescriptions en matière de

prévention incendie (cf. arrêté ministériel du 22 décembre 2023 modifiant plusieurs arrêtés ministériels relatifs aux installations de gestion de déchets soumises à enregistrement).
Le jour de la visite, l'exploitant a indiqué que l'activité était basse eu égard à la période post fêtes de fin d'année.

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- ENVIE 2E
- Route de Beaulieu (cadastre : section AP parcelle n° 178) 25700 Valentigney
- Code AIOT : 0005905394
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Non

L'entité juridique ENVIE 2E fait partie des activités du groupe « Ensemblier-DEFI » : insertion par le travail. L'activité est en place dans ce bâtiment depuis 2014 (arrêté préfectoral d'autorisation du 17/12/2013).

Deux activités principales sont réalisées sur le site de Valentigney :

- regroupement, tri, massification de DEEE en provenance des déchetteries et magasins pour les éco-organismes. Réexpédition directe dans les centres de traitement adaptés.
- traitement des écrans plats : atelier de démantèlement des écrans plats avec revente des différentes fractions extraites. Broyage des plastiques récupérés. Le démantèlement des écrans cathodiques n'est plus réalisé depuis le 1^{er} décembre 2025 : ils sont désormais triés, massifiés et envoyés vers un autre centre de traitement.

Environ 55 personnes travaillent sur le site.

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'Inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;

- à l'issue du contrôle :
 - ◆ le constat établi par l'Inspection des installations classées ;
 - ◆ les observations éventuelles ;
 - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'Inspection des installations classées à Monsieur le Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, des suites graduées et proportionnées avec :
 - ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;
 - ◆ soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;
- « Faits concluant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée a posteriori du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection ⁽¹⁾	Proposition de délais
1	Plan des zones à risques	Arrêté Préfectoral du 17/12/2013, article 7.1.4.	Mise en demeure, respect de prescription	8 mois
2	Stockage des matières combustibles	Arrêté Préfectoral du 17/12/2013, article 7.2.1.	Mise en demeure, respect de prescription	12 mois
3	Détection incendie	Arrêté Préfectoral du 17/12/2013, article 7.2.1.	Mise en demeure, respect de prescription	12 mois
4	Moyens de lutte contre l'incendie	Arrêté Préfectoral du 17/12/2013, article 7.4.3.	Demande de justificatif à l'exploitant	2 mois
8	Stockage des batteries.	Arrêté Ministériel du 06/06/2018, article 6 VI	Mise en demeure, respect de prescription	12 mois
10	Gestions des déchets	Arrêté Ministériel du 06/06/2018, article 13. IV	Mise en demeure, respect de prescription	12 mois

(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
5	Confinement des eaux d'extinction	Arrêté Préfectoral du 17/12/2013, article 7.4.7.1.	Sans objet
6	Plan de défense contre l'incendie.	Arrêté Ministériel du 06/06/2018, article 10.1 I	Sans objet
7	Maitrise des sinistres.	Arrêté Ministériel du 06/06/2018, article 10.1 II	Sans objet
9	Utilisation de Trackdéchets	Code de l'environnement du 01/01/2024, article R.541-45	Sans objet

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

5 non-conformités ont été relevées :

- Le plan des zones à risques est incomplet ;
- Absence de suivi quotidien de l'état des stocks de déchets dangereux présents sur site et absence de moyens d'évaluation des stocks de déchets ;
- La configuration des stockages de déchets ne respecte pas : les distances imposées par l'arrêté préfectoral, ni les hypothèses de la dernière modélisation des flux thermiques ;
- Absence de détection incendie pour les stockages de PAM, plastiques broyés et batteries lithium ;
- Les conditions de stockage et d'enlèvement des batteries ne respectent pas les dispositions ministérielles.

Le non-respect des prescriptions d'un arrêté ministériel expose l'exploitant aux suites listées aux articles L.171-8 I et R.514-4 3° du Code de l'environnement. Il est donc proposé un arrêté préfectoral de mise en demeure.

Une demande de justificatifs a également été formulée concernant le débit des poteaux incendie en fonctionnement simultané.

2-4) Fiches de constats

N° 1 : Plan des zones à risques

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 17/12/2013, article 7.1.4.
Thème(s) : Risques accidentels, Prévention des risques accidentels
Prescription contrôlée : L'exploitant recense, sous sa responsabilité, les parties de l'installation qui, en raison des caractéristiques qualitatives et quantitatives des matières mises en œuvre, stockées, utilisées ou produites, sont susceptibles d'être à l'origine d'un sinistre pouvant avoir des conséquences directes ou indirectes sur l'environnement, la sécurité publique ou le maintien en sécurité de l'installation.

L'exploitant détermine pour chacune de ces parties de l'installation la nature du risque (incendie, atmosphères explosives ou émanations toxiques).
Ce risque est signalé. Les ateliers et aires de manipulations de ces produits font partie de ce recensement.
L'exploitant dispose d'un plan général des ateliers et des stockages indiquant les différentes zones de danger correspondant à ces risques.
La nature exacte du risque et les consignes à observer sont indiquées à l'entrée de ces zones et en tant que de besoin rappelées à l'intérieur de celles-ci. Ces consignes doivent être incluses dans les plans de secours s'ils existent.

Constats :

L'exploitant a présenté son plan des zones à risques compris au sein de son plan de défense incendie.

Ce plan comprend 7 zones considérées comme à risque par l'exploitant :

- 1 - Zone de stockage des produits chimiques et condensateurs ; chaufferie et armoire électrique ;
- 2 - Broyeur plastique ;
- 3 - Stockage en masse des petits appareils en mélange ;
- 4 - Stockage plastique vrac ;
- 5 - Point de charge des chariots élévateurs ;
- 6 - Parking poids lourds ;
- 7 - Stockage des batteries lithium.

Ce plan est incomplet :

- Il ne permet pas de déterminer la nature du risque (incendie, explosion, émanations toxiques...).
- Il ne reprend pas les zonages ATEX tels que définis dans le rapport relatif à la protection contre les explosions du 05/01/2014.
- La cuve de carburant n'y figure pas.
- Le stockage de PAM (petits appareils en mélange) présent le long de la clôture sud-ouest n'y figure pas.

La nature exacte du risque et les consignes à observer ne sont pas indiquées à l'entrée de certaines zones, cette absence a été constatée par sondage au niveau de la zone des PAM et des batteries lithium. Ces consignes devront ensuite être incluses dans les plans de secours.

L'exploitant a indiqué que ce plan sera mis à jour prochainement suite à l'intervention d'un bureau d'études spécialisé dont la visite est prévue le 28/01/2026 (une visite des pompiers est par ailleurs prévue, le 21/01/2026).

Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :

L'exploitant mettra à jour son plan des zones à risques dans un délai de 8 mois (dans le cadre de la réflexion du porter à connaissance) et mettra en place les consignes adaptées dans les zones concernées.

Type de suites proposées : Avec suites

Proposition de suites : Mise en demeure, respect de prescription

Proposition de délais : 8 mois

N° 2 : Stockage des matières combustibles

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 17/12/2013, article 7.2.1.
Thème(s) : Risques accidentels, Prévention des risques accidentels
Prescription contrôlée : [...] Les stockages de matières combustibles (plastiques, bois) sont au moins distants des limites de propriété de plus de 20 mètres. Les cellules de stockages de matières combustibles respectent les conditions suivantes : - à l'intérieur du bâtiment, aucun stockage de matières combustibles (plastiques, bois....) n'a lieu à moins de 13 mètres des parois du bâtiment en façade Sud-Ouest (« côté stockage extérieur ») et Nord (« côté quai ») et à moins de 10 mètres des parois du bâtiment en façade Nord-Ouest (« côté rivière Le Doubs ») conformément à la modélisation incendie présentée dans le dossier d'autorisation. - l'atelier en façade « côté route » est équipé d'un mur de propriété REI 120 (coupe-feu 2 heures) jusqu'en sous-face de toiture et de portes coupe-feu 1 heure conformément à la modélisation incendie présentée dans le dossier d'autorisation. - les murs séparatifs entre une cellule et un local technique (hors chaufferie) sont REI 120 jusqu'en sous-face de toiture ou une distance libre de 10 mètres est respectée entre la cellule et le local technique
Constats : Lors de la visite d'inspection du 6 mars 2024, il avait été constaté la présence de déchets et matières combustibles en limite de propriété et des entreposages ne respectant pas les distances prévues par l'arrêté préfectoral. De plus, l'exploitant n'était pas en mesure de justifier des capacités de résistance au feu des structures du bâtiment. Lors de la visite il a été constaté que ces non-conformités sont toujours d'actualité. Par courriel du 30 septembre 2024, l'exploitant a transmis un porter à connaissance avec une mise à jour de sa modélisation des flux thermiques. Ce dossier (réalisé en interne et non par un bureau d'études compétent dans le domaine des ICPE, hormis pour la modélisation des flux thermiques) a fait l'objet de plusieurs demandes de compléments (14/11/2024, 25/11/2024, 12/02/2025, 21/07/2025) qui n'ont à chaque fois pas reçu des réponses adaptées et proportionnées aux enjeux. Lors de la visite, il a été constaté que la configuration des stockages de déchets ne respecte pas la modélisation des flux thermiques du 18/06/2024 transmise dans le dossier de porter à connaissance : <ul style="list-style-type: none">• Présence d'un stockage de PAM (petits appareils en mélange) en limite de propriété Sud-Ouest avec une distance de sécurité de moins d'un mètre avec la clôture. Les PAM constituent un risque important d'incendie au regard du caractère combustible des matières plastiques et de la présence de batteries/piles au plomb/lithium. Ce stockage des PAM doit donc faire l'objet de conditions particulières et être intégré à la modélisation des flux thermiques (seul le stockage PAM sous auvent a fait l'objet d'une modélisation).• Distance faible laissée entre les stockages de PAM et de plastiques broyés et les autres déchets. L'absence d'effets dominos dans ces conditions n'est pas justifiée dans le dossier de porter à connaissance transmis.

De plus, l'exploitant n'est toujours pas en mesure de justifier de la résistance au feu de la façade côté route et des murs séparatifs des locaux techniques (chaufferie, local électrique, local produits chimiques), ni des portes. Lors de la visite il a été constaté que les murs sont en parpaings béton au niveau du rez-de-chaussée mais la continuité du mur sur la hauteur n'a pu être vérifiée. Depuis l'extérieur, la façade est en bardage métallique.

L'exploitant a indiqué avoir pris conscience, suite aux nombreuses demandes de compléments, de la nécessité de faire appel à un bureau spécialisé dans le domaine des installations classées pour répondre aux exigences de la réglementation. Il a transmis une offre commerciale d'un bureau d'études pour un audit de conformité ICPE. A la lecture de cette offre, l'inspection interpelle l'exploitant sur le fait que cette offre ne comprend pas de dossier de porter à connaissance ni de demande d'aménagement des prescriptions (page 5 de l'offre), elle ne peut donc à ce stade répondre à la nécessité de déposer un porter à connaissance en vertu de l'article R.181-46 du code de l'environnement.

Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :

Dans un délai de 8 mois l'exploitant transmettra un dossier de porter à connaissance comportant *a minima* une modélisation des flux thermiques justifiée et fidèle à la configuration du site et les demandes de modifications qui en découlent avec une analyse des impacts et des dangers proportionnée.

Ce porter à connaissance devra prendre en compte les remarques mentionnées dans le présent rapport et intégrer un positionnement au regard de la rubrique 2718 (tri transit de déchets dangereux) dont le seuil de l'autorisation est parfois dépassé (cf. point de contrôle n°8). Le passage au seuil de l'autorisation constitue une modification qui relève de la 2e colonne de l'annexe de l'article R.122-2 car il y a franchissement d'un seuil à autorisation au titre d'une rubrique. Cela impliquera donc le dépôt d'un dossier de demande d'examen au cas par cas. Les travaux de mise en conformité (mise aux normes pour les dispositions constructives le cas échéant, réorganisation des stocks de déchets combustibles...) seront réalisées dans un délai de 12 mois.

Ces délais seront proposés dans un projet de mise en demeure.

Type de suites proposées : Avec suites

Proposition de suites : Mise en demeure, respect de prescription

Proposition de délais : 12 mois

N° 3 : Détection incendie

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 17/12/2013, article 7.2.1.

Thème(s) : Risques accidentels, Prévention des risques accidentels

Prescription contrôlée :

Les stockages des déchets plastiques (PAM en attente de démantèlement et plastique trié), du mobilier, et le local de stockage de déchets dangereux sont équipés d'un système de détection incendie.

Par ailleurs, la détection automatique d'incendie avec transmission, en tout temps, de l'alarme à l'exploitant est obligatoire pour les cellules et locaux techniques et pour les bureaux à proximité des stockages.

L'exploitant dresse la liste des détecteurs avec leur fonctionnalité et détermine les opérations d'entretien destinées à maintenir leur efficacité dans le temps.

L'exploitant est en mesure de démontrer la pertinence du dimensionnement retenu pour les dispositifs de détection ou d'extinction. Il rédige des consignes de maintenance et organise à fréquence semestrielle au minimum des vérifications de maintenance et des tests dont les comptes rendus sont tenus à disposition de l'inspection des installations classées.

Constats :

Le bâtiment dispose d'un réseau de détecteurs de fumées relié à une alarme sonore avec report d'alarme sur une centrale avec un organisme de surveillance.

L'exploitant a communiqué le plan des détecteurs.

La dernière vérification du dispositif date du 24 décembre 2024. Le rapport mentionne que certains détecteurs n'ont pu faire l'objet d'une vérification en raison de la présence de stockages dessous. L'exploitant veillera à l'avenir à ce que tous les détecteurs soient vérifiables.

La vérification date de plus d'un an et n'est donc pas réalisée à fréquence semestrielle.

Le site dispose également d'un contrat de maintenance avec une société qui change 25 % des capteurs tous les ans.

L'exploitant a présenté le nouveau contrat avec la société en charge de cette vérification qui comprend désormais une vérification semestrielle. La prochaine est prévue le 22 janvier 2026.

Les stockages de PAM, plastiqués triés et de batteries lithium situés à l'extérieur du bâtiment sous un auvent ne sont pas couverts par une détection incendie. L'exploitant a sorti du bâtiment les stockages de déchets les plus à risques mais n'a pas adapté la détection incendie. Il convient donc de mettre en place une détection incendie pour les stockages de PAM, plastiques broyés et batteries lithium.

Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :

L'exploitant transmettra le rapport de contrôle de son système de détection incendie dès réception.

Il mettra en place une détection incendie adaptée au niveau des stockages de PAM, batteries lithium et plastiques broyés dans un délai de un an afin de prendre en compte les modifications induites par le constat précédent.

Ce délai sera proposé dans un projet de mise en demeure.

Type de suites proposées : Avec suites

Proposition de suites : Mise en demeure, respect de prescription

Proposition de délais : 12 mois

N° 4 : Moyens de lutte contre l'incendie

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 17/12/2013, article 7.4.3.

Thème(s) : Risques accidentels, Prévention des risques accidentels

Prescription contrôlée :

L'installation est dotée de moyens de lutte contre l'incendie appropriés aux risques, notamment :

- d'un moyen permettant d'alerter les services d'incendie et de secours ;
- une détection incendie avec report d'alarme sur le bâtiment. Cette détection est assurée par des détecteurs thermiques répartis de manière régulière sur l'ensemble du stockage ;

- de plans des locaux facilitant l'intervention des services d'incendie et de secours avec une description

des dangers pour chaque local, comme prévu à l'article 7.1.1 ;

- d'extincteurs répartis sur l'ensemble du site et notamment dans les lieux présentant des risques spécifiques, à proximité des dégagements, bien visibles et facilement accessibles. Les agents d'extinction sont appropriés aux risques à combattre et compatibles avec les matières stockées ;

- de 4 appareils d'incendie pouvant fournir chacun et simultanément un débit de 1000 l/mn, sous une pression minimale de 1 bar durant 2 heures et dont les prises de raccordement sont conformes aux normes en vigueur pour permettre au service d'incendie et de secours de s'alimenter sur ces appareils.

Ces poteaux doivent être distants entre eux de 150 mètres maximum (les distances sont mesurées par les voies praticables aux engins d'incendie et de secours) et être situés à une distance de 30 mètres au moins du bâtiment. A défaut, une réserve d'eau d'au moins 120 mètres cubes destinée à l'extinction est accessible en toutes circonstances et à une distance de l'installation ayant recueilli l'avis des services départementaux d'incendie et de secours. Cette réserve dispose des prises de raccordement conformes aux normes en vigueur pour permettre au service d'incendie et de secours de s'alimenter et permet de fournir un débit de 60 m³/h. L'exploitant est en mesure de justifier au préfet la disponibilité effective des débits d'eau ainsi que le dimensionnement de l'éventuel bassin de stockage ;

- d'une réserve de produit absorbant incombustible en quantité adaptée au risque, sans être inférieure à 100 litres, et des moyens nécessaires à sa mise en œuvre. La réserve de produit absorbant est stockée dans des endroits visibles et facilement accessibles, et munie d'un couvercle ou par tout autre dispositif permettant d'abriter le produit absorbant des intempéries ;

- d'au moins une couverture spéciale antifeu.

Constats :

Le site dispose des moyens de lutte contre l'incendie suivants :

- téléphones fixes et mobiles pour alerter les secours ;
- un plan d'intervention affiché ;
- quatre poteaux incendie côté Sud-Est du bâtiment (route de Beaulieu). L'exploitant a fourni le justificatif de débit de ces poteaux (vérification en date de 2025, test individuel de chaque poteau). Le site dispose de 3 poteaux de 80 m³/h et d'un poteau de 130 m³/h. Ce volume semble donc suffisant sous réserve d'un contrôle du débit en simultané afin de s'assurer qu'ils peuvent fournir en même temps un total de 240 m³/h pendant 2h. Ce point sera abordé par l'exploitant lors de la visite du SDIS prévue sur le site le 21 janvier 2026.
- une détection incendie (cf. point de contrôle précédent)
- 42 extincteurs portatifs, 1 extincteur sur roue et 5 RIA répartis sur le site. L'exploitant a présenté la dernière vérification de ces équipements en date du 20/03/2025.
- une couverture anti-feu est présente à côté du local produits chimiques. L'inspection a interrogé l'exploitant sur l'utilisation de cette couverture et a constaté l'absence de formation du personnel. L'exploitant devra remédier à cela.
- 2 réserves d'absorbant incombustible.
- l'exploitant utilise de la vermiculite pour le conditionnement des batteries lithium. L'inspection invite l'exploitant à se munir d'extincteurs AVD (dispersion aqueuse vermiculite) très efficaces pour combattre les feux de batteries lithium. Ces extincteurs

pourraient utilement être disposés au niveau de la zone d'entreposage des batteries lithium et à proximité de la chaîne de démontage des écrans.
Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat : L'exploitant transmettra à l'inspection, dans un délai de 2 mois, le résultat des mesures de débit et pression des poteaux incendie en fonctionnement simultané.
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Demande de justificatif à l'exploitant
Proposition de délais : 2 mois

N° 5 : Confinement des eaux d'extinction

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 17/12/2013, article 7.4.7.1.
Thème(s) : Risques accidentels, Prévention des risques accidentels
Prescription contrôlée : Les réseaux d'assainissement susceptibles de recueillir l'ensemble des eaux polluées lors d'un accident ou d'un incendie (y compris les eaux d'extinction) sont raccordés à un bassin de confinement étanche aux produits collectés et d'une capacité minimum de 462 m ³ dédiée aux eaux d'incendie. Le premier flot des eaux pluviales susceptibles d'être polluées par lessivage des toitures, sols, aires de stockage, est collecté dans un bassin de confinement d'une capacité minimum de 210 m ³ . Ces deux bassins sont confondus et leur capacité tient compte à la fois du volume des eaux de pluie et d'extinction d'un incendie majeur sur le site. Le bassin d'orage d'un volume total de 672 m ³ est conçu pour assurer le confinement des eaux d'incendies. Ils sont maintenus en temps normal au niveau permettant une pleine capacité d'utilisation. Les organes de commande nécessaires à leur mise en service doivent pouvoir être actionnés en toute circonstance. La vidange suivra les principes imposés par le chapitre 4.3.11 traitant des eaux pluviales susceptibles d'être polluées. La sortie du bassin est équipée d'une vanne manuelle ou automatique asservie à la détection incendie.
Constats : Le confinement des eaux d'extinction est assuré par un bassin de 690 m ³ (volume indiqué sur le plan des réseaux). Le site bénéficie d'une vanne d'isolement de type guillotine en sortie de ce bassin, pour maintenir toutes les eaux à l'intérieur du site. Le bon fonctionnement de cette vanne a été vérifié lors de la visite et il a été constaté que le bassin était bien vide. La localisation de la vanne et sa procédure de manœuvre font l'objet d'un affichage lisible. La vanne de confinement est également représentée dans le plan de défense incendie (PID) du site. La manœuvre de cette vanne est expliquée au sein d'une procédure reprise dans le PID.
Type de suites proposées : Sans suite

N° 6 : Plan de défense contre l'incendie.

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 06/06/2018, article 10.1 I
Thème(s) : Risques accidentels, Prévention des risques accidentels
Prescription contrôlée : L'exploitant réalise et tient à jour un plan de défense contre l'incendie. Lorsque l'installation dispose d'un plan d'opération interne, le plan de défense contre l'incendie est intégré à celui-ci. Le plan de défense contre l'incendie ainsi que ses mises à jour sont transmis aux services d'incendie et de secours, et sont mis à disposition à l'entrée du site. Il comprend au minimum : <ul style="list-style-type: none">- les schémas d'alarme et d'alerte décrivant les actions à mener par l'exploitant à compter de la détection d'un incendie (l'origine et la prise en compte de l'alerte, l'appel des secours extérieurs, la liste des interlocuteurs internes et externes à prévenir) ;- l'organisation de la première intervention et de l'évacuation face à un incendie en périodes ouvrées ;- les modalités d'accueil des services d'incendie et de secours en périodes ouvrées, y compris, le cas échéant, les mesures organisationnelles prévues pour dégager avant l'arrivée des services de secours les accès, les voies engins, les aires de mise en station, les aires de stationnement ;- les modalités d'accès pour les services d'incendie et de secours en périodes non ouvrées, y compris, le cas échéant, les consignes précises pour leur permettre d'accéder à tous les lieux et les mesures nécessaires pour qu'ils n'aient pas à forcer l'accès aux installations en cas de sinistre ;- le plan de situation décrivant schématiquement les réseaux d'alimentation, la localisation et l'alimentation des différents points d'eau, l'emplacement des vannes de barrage sur les canalisations, et les modalités de mise en œuvre, en toutes circonstances, de la ressource en eau nécessaire à la maîtrise d'un incendie ;- le plan de situation des réseaux de collecte, des égouts, des bassins de rétention éventuels, avec mention des ouvrages permettant leur sectorisation ou leur isolement en cas de sinistre et, le cas échéant, des modalités de leur manœuvre ;- des plans des entreposages intérieurs et extérieurs contenant des déchets avec une description des dangers, et le cas échéant l'emplacement des murs coupe-feu, des commandes de désenfumage, des interrupteurs centraux, des produits d'extinction et des moyens de lutte contre l'incendie situés à proximité ;- le plan d'implantation des moyens automatiques de protection contre l'incendie avec une description sommaire de leur fonctionnement opérationnel et leur attestation de conformité ;- les modalités selon lesquelles les fiches de données de sécurité et l'état des matières stockées prévu à l'article 13 sont tenus à disposition du service d'incendie et de secours et de l'inspection des installations classées, et, le cas échéant, les précautions de sécurité qui sont susceptibles d'en découler ;- la justification des compétences du personnel susceptible, en cas d'alerte, d'intervenir avant l'arrivée des secours, notamment en matière de formation, de qualification et d'entraînement ; <p>« - les plans de l'installation précisant l'emplacement des bâtiments, des entreposages extérieurs, des îlots et petits îlots, des zones de réception de déchets, des zones d'entreposage tampon, des zones susceptibles de contenir des déchets, des silos et cuves fermés et fixes.</p>
Constats :

L'exploitant a présenté son plan de défense incendie dans sa dernière mise à jour du 12/11/2025. Ce document est opérationnel et proportionné aux enjeux, ce qui facilite sa lecture et sa compréhension. Ce plan comprend notamment les éléments suivants :

- les schémas d'alarme et d'alerte suite à la détection d'un incendie en heures ouvrées et non ouvrées ;
- la liste des interlocuteurs internes et externes ;
- le message type de contact des secours ;
- l'organisation de la première intervention et de l'évacuation ;
- les modalités d'accueil des services d'incendie et de secours en périodes ouvrées et non ouvrées ;
- le recensement des moyens de lutte contre l'incendie ;
- les plans suivants : localisation des poteaux incendie, localisation des RIA, localisation de la vanne d'isolement, de la commande de désenfumage, plan général d'accueil, zones à risques, plan des stockages, plan d'intervention ;
- la procédure de manœuvre de la vanne d'isolement ;
- les consignes liées à la coupure des énergies ;
- les consignes d'incendie et d'évacuation ;
- les incompatibilités entre les produits ;
- la liste du personnel d'intervention et la justification des compétences.

L'exploitant veillera à mettre à jour ce document au fur et à mesure des évolutions du site.

Type de suites proposées : Sans suite

N° 7 : Maitrise des sinistres.

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 06/06/2018, article 10.1 II

Thème(s) : Risques accidentels, Prévention des risques accidentels

Prescription contrôlée :

L'installation est dotée d'un moyen permettant d'alerter les services d'incendie et de secours.

En cas d'incendie, l'exploitant prend les dispositions nécessaires pour assurer la sécurité des personnes et met en œuvre les actions prévues par le plan de défense contre l'incendie, ainsi que les autres actions prévues par son plan d'opération interne lorsqu'il existe.

Dans le trimestre qui suit le début de l'exploitation, l'exploitant organise un exercice de défense contre l'incendie.

Pour les installations enregistrées ou autorisées au 1er janvier 2024, l'exploitant organise un exercice de défense contre l'incendie au plus tard le 1er juillet 2024.

Cet exercice est renouvelé au moins tous les trois ans. Les exercices font l'objet de comptes rendus qui sont tenus à la disposition de l'inspection des installations classées et des services de secours pendant au moins cinq ans.

Les différents opérateurs et intervenants dans l'établissement, y compris le personnel des entreprises extérieures, reçoivent une information sur les risques des installations et la conduite à tenir en cas de sinistre. Ils reçoivent une formation à la mise en œuvre des moyens d'intervention s'ils sont susceptibles d'y contribuer. Un plan de prévention prévu à l'article R. 4512-6 du code du

<p>travail peut répondre à ces obligations dans la mesure où son contenu répond aux objectifs ci-dessus.</p> <p>Lorsque la présence de matériaux inertes destinés à étouffer un incendie est requise, des personnes en nombre suffisant sont formées à leur transport et à leur utilisation en cas de sinistre, ainsi qu'au port des équipements de protection individuelle éventuellement nécessaires. Le matériel adapté pour réaliser les manœuvres nécessaires est à disposition et facilement accessible en cas de nécessité.</p>
<p>Constats :</p> <p>Un exercice d'évacuation a été réalisé le 24 mars 2025. Le compte-rendu précise la liste des participants et les actions correctives retenues.</p> <p>Un exercice de mise en situation d'urgence a été réalisé le 29 avril 2025 avec le centre d'Incendie et de Secours d'Audincourt-Valentigney. Cet exercice n'a pas fait l'objet d'un compte-rendu particulier mais l'exploitant a pu transmettre des vidéos et photos, ainsi que le courriel de confirmation du SDIS.</p> <p>Un exercice « stress-test » a été réalisé le 25 novembre 2025, l'exploitant a présenté son compte-rendu. Le scénario mis en jeu était un départ de fumée sur la zone de stockage des écrans et un départ de fumée sur la zone de stockage des bennes à l'extérieur. Le compte-rendu relève la chronologie de l'évènement, les temps de réaction, et des suggestions d'amélioration.</p> <p>Le personnel du site a été formé à la manipulation des extincteurs le 9 septembre 2025.</p> <p>L'exploitant indique qu'une formation serre-file, guide-file est prévue fin janvier 2026. Cette formation sera également l'occasion de former le personnel à la manipulation des RIA et de la couverture anti-feu.</p>
<p>Type de suites proposées : Sans suite</p>

N° 8 : Stockage des batteries.

<p>Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 06/06/2018, article 6 VI</p>
<p>Thème(s) : Risques accidentels, Prévention des risques accidentels</p>
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>Les batteries sont entreposées dans des conteneurs ou locaux spécifiques, fermés, conçus de manière à empêcher l'entrée d'eau, et munis de rétention. Pour les batteries contenant du lithium, ces conteneurs ou locaux présentent une résistance au feu au moins R60.</p> <p>Les batteries sont collectées à une fréquence proportionnée au regard du volume et du caractère dangereux des batteries. Dans tous les cas, le stockage des batteries sur le site n'excède pas six mois.</p>
<p>Constats :</p> <p>Les batteries au plomb sont entreposées dans le local produits chimiques.</p> <p>Les batteries lithium sont stockées dans des fûts métalliques remplis de vermiculite. Ce fûts sont entreposés sur une dalle imperméable sous le auvent extérieur au Sud-Ouest du bâtiment à côté de la porte d'accès au bâtiment. Elles ne sont pas entreposées dans un conteneur ou local avec</p>

une résistance au feu R60.

En 2025, les batteries/piles lithium sous le code déchets 20 01 33* ont été collectées le 03/02/2025 (0,558 kg et 0,784 kg, soit 1,342 t), le 25/06/2025 (0,812 kg), le 09/07/2025 (0,614 kg), le 24/09/2025 (1,35 t), le 11/12/2025 (0,836 kg).

Les batteries au plomb sous le code déchets 16 06 01* ont été collectées le 15/12/2025 (0,458 kg).

Ces enlèvements appellent les observations suivantes :

- les batteries/piles lithium sont bien collectées au moins tous les six mois, mais les batteries au plomb ont fait l'objet d'un seul enlèvement en 2025 ce qui implique un entreposage de plus de six mois.
- l'inspection interpelle sur le volume de déchets dangereux entreposés sur le site qui ne doit pas dépasser 1 tonne. Les deux enlèvements de plus d'une tonne survenus le 03/02/2025 et le 24/09/2025 mettent en évidence une quantité de stockage de déchets dangereux en transit de plus d'une tonne et donc le dépassement du seuil de l'autorisation pour la rubrique 2718. Ce point est à prendre en compte dans le porter à connaissance prévu au point de contrôle n°2.

Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :

L'exploitant devra mettre en conformité l'entreposage de ses batteries lithium issues du démantèlement des déchets dans un délai de un an.

Il conviendra également de collecter plus souvent les batteries au plomb afin de réduire leur temps de stockage à moins de 6 mois.

Un positionnement au regard de la rubrique 2718 est attendu par un porter à connaissance.

Ces mesures font l'objet d'une proposition de mise en demeure.

Type de suites proposées : Avec suites

Proposition de suites : Mise en demeure, respect de prescription

Proposition de délais : 12 mois

N° 9 : Utilisation de Trackdéchets

Référence réglementaire : Code de l'environnement du 01/01/2024, article R.541-45

Thème(s) : Risques chroniques, Traçabilité des déchets

Prescription contrôlée :

I.-Le ministre chargé de l'environnement met en place une base de données électronique centralisée, dénommée " système de gestion des bordereaux de suivi de déchets ".

Toute personne qui produit des déchets dangereux ou des déchets POP, tout collecteur de petites quantités de ces déchets, toute personne ayant reconditionné ou transformé ces déchets et toute personne détenant des déchets dont le producteur n'est pas connu et les remettant à un tiers émet, à cette occasion, un bordereau électronique dans le système de gestion des bordereaux de suivi de déchets. Lors de la réception et de la réexpédition des déchets, le transporteur et la personne qui reçoit les déchets complètent le bordereau électronique.

(...) Sont également exclues de ces dispositions les personnes qui remettent des déchets mentionnés au premier alinéa de l'article R. 541-42 à un producteur, importateur ou distributeur qui a mis en place un système individuel de collecte et de traitement de ces déchets en

application de l'article L. 541-10, ou à un éco-organisme mis en place en application de l'article L. 451-10 qui pourvoit à la gestion de ces déchets en application du II du même article. Dans ce cas, le bordereau est émis par le producteur, importateur ou distributeur qui a mis en place le système individuel, ou par l'éco-organisme.

Constats :

L'exploitant utilise Trackdéchets.

L'objectif de ce point de contrôle était de faire le point sur les pratiques de l'exploitant vis-à-vis de la création des bordereaux de suivi de déchets (BSD).

En effet, l'inspection a constaté qu'environ 450 BSD ont été refusés en 2025 pour le motif « absence de flux » dans environ 95 % des cas. Ces BSD présentent pour certains un volume de déchets dans la partie producteur mais 0 tonne acceptée par le destinataire ce qui interroge sur l'exutoire final des déchets et les critères de refus. L'exploitant a apporté l'explication suivante : les bordereaux sont émis par l'éco-organisme de manière automatique à une fréquence régulière fixée en amont avec le producteur de déchets. Par exemple pour une déchetterie, il est prévu un enlèvement des DEEE toutes les semaines, le BSD est donc créé automatiquement toutes les semaines avec un tonnage prévisionnel fixé par rapport aux collectes précédentes. Cependant, il arrive très fréquemment que lors de l'enlèvement il n'y ait pas de DEEE à collecter ou que la déchetterie appelle la veille pour annuler la collecte faute de quantité suffisante. Dès lors le BSD étant déjà créé, il est alors refusé pour « absence de flux ». L'exploitant indique qu'il n'est pas au courant d'une autre manière de procéder.

L'inspection a précisé à l'exploitant que cette utilisation de Trackdéchets et des BSD n'est pas conforme. En effet, le BSD ne doit pas exister si aucun déchet n'est collecté. Il convient donc dans ce cas de procéder à une annulation du BSD. L'inspection a invité l'exploitant à se référer à la procédure disponible en ligne sur ce sujet : <https://faq.trackdechets.fr/dechets-dangereux-classiques/informations-generales/modifier-supprimer-un-bsdd>

La personne en charge de Trackdéchets a fait un test le jour de la visite et a pu confirmer que cette procédure fonctionne. L'exploitant indique qu'il procédera de cette manière à l'avenir.

Type de suites proposées : Sans suite

N° 10 : Gestions des déchets

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 06/06/2018, article 13. IV

Thème(s) : Risques accidentels, Prévention des risques accidentels

Prescription contrôlée :

Les aires de réception, de transit, regroupement, de tri et de préparation en vue de la réutilisation des déchets doivent être distinctes et clairement repérées. Les zones d'entreposage sont distinguées en fonction du type de déchet, de l'opération réalisée (tri effectué ou non par exemple) et du débouché si pertinent (préparé en vue de la réutilisation, combustible, amendement, recyclage par exemple).

L'exploitant dispose de moyens nécessaires pour évaluer le volume de ses stocks (bornes, piges, etc.).

En compléments du registre prévu à l'article R. 541-43 du code de l'environnement, l'exploitant

tient la comptabilité des stocks présents sur l'exploitation. « Cette comptabilité des stocks peut être réalisée par différence à partir des bons de pesée établis en entrée et en sortie du site ou par tout autre moyen équivalent défini par l'exploitant. » L'état des déchets stockés est mis à jour au moins de manière hebdomadaire et accessible à tout moment, y compris en cas d'incident, accident, pertes d'utilité ou tout autre événement susceptible d'affecter l'installation. Pour les déchets dangereux, cet état est mis à jour, au moins de manière quotidienne. Un bilan annuel est tenu à disposition de l'inspection des installations classées indiquant nominativement la liste des sites destinataires des déchets.

La hauteur des déchets entreposés n'excède pas 3 mètres si le dépôt est à moins de 100 mètres d'un bâtiment à usage d'habitation. Dans tous les cas, la hauteur n'excède pas six mètres.

Pour la rubrique n° 2711, les bouteilles de gaz liquéfié équipant des équipements tels que cuisinières ou radiateurs sont retirées avant qu'ils ne soient introduits dans un endroit non ouvert en permanence sur l'extérieur.

Les zones d'entreposage et de manipulation des produits ou déchets sont couvertes lorsque l'absence de couverture est susceptible de provoquer :

- la dégradation des produits ou déchets gérés sur l'installation, rendant plus difficile leur utilisation, valorisation ou élimination appropriée, par exemple via l'infiltration d'eau dans la laine de verre et les mousses des déchets d'équipements électriques et électroniques ;
- l'entraînement de substances polluantes telles que des huiles par les eaux de pluie.

Constats :

Lors de la visite, il a été constaté que les différentes zones (GEM, PAM, écrans, fractions séparées des écrans, chaîne de démontage des écrans, broyeur...) sont bien délimitées les unes des autres. L'exploitant ne dispose pas de moyens pour évaluer le volume et la hauteur de ses stocks (bornes, piges, etc.). Lors de la visite ce point a notamment été mis en avant concernant la quantité importante de plastiques broyés. L'exploitant a indiqué qu'il s'agissait d'une situation exceptionnelle à cause de problématiques liées à l'exutoire de ce type de déchets. Un moyen d'évaluer le volume des stocks permettrait de respecter les hypothèses retenues dans la modélisation des flux thermiques et considérées comme acceptables.

L'exploitant a présenté son tableur de suivi des évacuations qui permet d'obtenir pour chaque type de déchets (GEM froid, GEM hors froid, PAM, lampes, écrans...) la quantité présente sur site. Les données sont mises à jour de manière hebdomadaire. Ce tableur ne comprend pas les déchets dangereux de type batteries/piles plomb/lithium. Pour les déchets dangereux la mise à jour doit être réalisée de manière quotidienne. Ce suivi est accessible sur un réseau à distance qui permet d'en prendre connaissance dans toutes les circonstances.

Un second tableur de suivi des flux permet de retrouver la liste des sites destinataires.

Lors de la visite la hauteur des déchets entreposés ne dépassait pas 3 mètres.

Les DEEE équipés de gaz liquéfiés ne font pas l'objet d'un démontage sur le site mais uniquement d'un regroupement et une réexpédition en filière de traitement.

La majorité des déchets sont entreposés à l'abri des intempéries dans le bâtiment ou sous le

<p>auvent. Seuls certains déchets ne sont pas entreposés à l'abri des intempéries : plastiques broyés, bennes métaux, un stock de PAM. L'exploitant n'a pas évalué de risques pour la valorisation ou de lixiviation de polluants liés à l'entreposage de ces déchets.</p>
<p>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</p> <p>L'exploitant veillera à ajouter les déchets dangereux à son suivi des stocks, à s'assurer de sa mise à jour de manière quotidienne, et à mettre en place des moyens d'évaluation du volume des stocks pour respecter les hypothèses retenues dans la modélisation des flux thermiques.</p>
<p>Type de suites proposées : Avec suites</p>
<p>Proposition de suites : Mise en demeure, respect de prescription</p>
<p>Proposition de délais : 12 mois</p>